



La Commune



Le 29 mai, un espoir pour l'Europe ouvrière

un espoir pour l'Europe ouvrière | Editorial

En dépit d'un plateau trié sur le volet pour son émission du 14 avril à la télévision, des exclamations ont jailli mettant à mal Chirac : " *Partout il y a des grèves, des manifestations, le vote sanction sera déterminant* ", s'est exclamé un jeune homme, tandis qu'une jeune fille lançait : " *On ne vit pas la même réalité.* "

En effet, la réalité, d'un côté c'est le sort proposé par le patron d'une entreprise du Bas-Rhin à 9 salariés faisant l'objet d'une procédure de licenciement : aller pointer à l'ANPE ou trimer 40 heures par semaine pour 110 euros par mois en Roumanie. Cette réalité-là, qui remonte au 4 avril, est passée sur France 3 le soir même où, à l'occasion de sa rencontre avec le chancelier allemand Schröder venu lui apporter son soutien, Chirac affirmait dans l'enceinte de la Sorbonne que le projet de Constitution européenne ferait " *résolument le choix d'une harmonisation sociale par le haut, c'est-à-dire le refus du dumping social et la volonté d'assurer à tous le plus haut niveau de protection sociale* ". La réalité, d'un autre côté, ce sont les 9,8 millions d'euros d'indemnités reçus par le PDG de Carrefour, " viré " pour mauvais résultats, qui s'ajoutent à une " retraite-chapeau " à vie de 1,25 million d'euros par an, soit 2 514 ans de SMIC ! Un PDG qui faisait partie de la délégation française emmenée par Raffarin dans sa tournée en Chine ...

Ce 29 avril, Jacques Chirac a regardé à la télévision l'intervention de Lionel Jospin en faveur du oui à la Constitution européenne et en a " *pensé le plus grand bien* ", a-t-on appris par son entourage. Selon la même source, on souligne que l'Europe est un domaine dans lequel les deux hommes n'ont " *jamais eu de divergences de vues* ". On a eu un exemple de cette convergence en 2002, dans leur approbation le 16 mars, à Barcelone, de la décision des quinze gouvernements des pays membres de l'Union Européenne de retarder progressivement l'âge de la retraite et d'ouvrir le marché de l'Énergie à la concurrence, en clair d'engager le processus de privatisation d'EDF-GDF. Une application avant la lettre de l'article 1-3-2 du Traité Constitutionnel, qui stipule que l'Union Européenne offre " *un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée* ". Une application contre laquelle des centaines de milliers de salariés ont fait grève et manifesté durant tout le premier semestre 2003. Jospin, dans sa dernière prestation télévisée, a écarté d'un mot la directive Bolkestein, " *sans rapport* " avec la Constitution, et affirmé sans détour la " *compatibilité du oui de gauche et de droite* ", confirmant ainsi sa signature au sommet de Barcelone.

Une inquiétude grandissante a saisi tous les gouvernements européens, qui se précipitent au chevet de l'homme malade de l'Europe. Pour Zapatero, Schröder, Blair, un non français serait " *un désastre* ", et nombre de leurs collègues s'inquiètent des conséquences pour leur référendum. C'est le cas des Pays-Bas, qui doivent se prononcer sur le traité par référendum le 1er juin, et où un sondage donne le Non à 51 %. " *Je pense qu'il faut bien écouter les signaux qui remontent de la société* ", a déclaré le ministre néerlandais, Bernard Bot, qui invite, comme François Hollande et le Parti Socialiste, " *les gouvernements à expliquer qu'il ne s'agit pas de politique locale mais de l'Europe* "...

Alors, le 29 mai prochain, nous ne voterons pas avec le MEDEF. Pour une Europe des travailleurs et des peuples, nous dirons non à Chirac-Raffarin-Sarkozy, non à la Constitution européenne.

Modifié le samedi 18 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
